

Les estives pyrénéennes, des espaces d'intérêt collectif ?

L. Lazaro¹, C. Eychenne², D. Buffière¹

1 : GIP-CRPGE, Cité administrative Reffye, F-65017 Tarbes Cedex 9 ; lucie.lazaro@gip-crpge.com ; didier.buffiere@gip-crpge.com

2 : UMR Dynamiques Rurales - Université Toulouse 2 Le Mirail, Pavillon de la Recherche, 5, allée Antonio Machado, F-31058 Toulouse Cedex 9

La reconnaissance des avantages issus du maintien d'une activité pastorale forte sur les massifs français est désormais ancienne ; elle remonte aux lois pastorales de 1972 marquant la création d'une indemnité spéciale annuelle dont le but était de dédommager l'élevage de montagne pour les services rendus à la collectivité. Aujourd'hui, à l'aube de la réforme de la Politique Agricole Commune de 2013, les prairies permanentes constituées par les estives pyrénéennes sont envisagées par le biais des externalités positives ou encore des aménités dont elles sont le lieu de production. L'objectif général de l'étude est de tenter d'identifier et de caractériser ce qui est réellement produit par une pratique, le pastoralisme, et par son espace d'action, l'estive ; et, dans un second temps, de mettre en évidence les modes de compensation existants afin d'imaginer une nouvelle méthode de prise en compte de ces effets.

Il est ici question de montrer, en premier lieu, l'importance des prairies permanentes constituées par les estives pyrénéennes, apparaissant au travers de leur étendue, de leur multifonctionnalité ainsi que de leurs modes de gestion collectifs. Il s'agira par la suite de comprendre comment la question des « services rendus » par cette pratique et son espace a émergé. Enfin, la démarche de recherche à proprement parler sera développée.

1. Les estives pyrénéennes, des espaces multifonctionnels

Dans les Pyrénées, comme sur l'ensemble des massifs nationaux, la multifonctionnalité de l'espace pastoral est largement reconnue, notamment en matière de préservation de la biodiversité et des paysages, mais également dans les domaines patrimoniaux, culturels ou encore de prévention des risques naturels. En témoignent le chevauchement pour près de 61 % des surfaces pastorales avec un site Natura 2000, la présence d'un Parc national dont la zone cœur se situe presque exclusivement sur les surfaces d'altitude ou encore le réseau de sentiers de randonnées sillonnant le massif et la localisation de la quasi-totalité du domaine skiable pyrénéen. On peut noter, en outre, le classement du site « Gavarnie, Mont Perdu » au patrimoine mondial de l'UNESCO au titre de ses richesses naturelles et culturelles, pour lesquelles la persistance du pastoralisme tient une grande part.

Sans qu'il soit toujours possible d'établir une relation claire de cause à effet, il apparaît que la présence de ces aménités est largement imputable à la présence d'un pastoralisme collectif actif qui façonne ces milieux depuis des siècles. Loin d'être une pratique résiduelle, le pastoralisme pyrénéen valorise plus de 500 000 ha de prairies et parcours grâce à la présence d'environ 100 000 bovins, 600 000 ovins, 7 000 caprins et 15 000 équins. Les estives représentent ainsi une ressource indispensable pour près de 6 000 exploitations de montagne, généralement de petite taille, qui viennent chercher chaque été un complément fourrager nécessaire à leur bon fonctionnement. Elles remplissent également une fonction sociale de premier ordre, en garantissant le maintien d'une population permanente agricole dans les territoires de montagne.

2. La reconnaissance des services rendus, un consensus formé autour de définitions approximatives

La reconnaissance des services rendus par le pastoralisme est aujourd'hui présente dans de nombreux dispositifs publics (convention de massif, plan de soutien à l'économie agro-sylvo-pastorale, Document régional de développement rural). Afin de justifier la nécessité d'un soutien spécifique, les décideurs locaux ou les groupes de pression liés à la montagne (à l'image d'Euromontana) mobilisent dans leurs discours un ensemble de termes désignant notamment les atouts environnementaux générés par l'entretien des prairies permanentes d'altitude que l'on qualifie tour à tour : d'externalités, de services environnementaux, de prestations, de ressources ou encore d'aménités... Or, on constate que, malgré le consensus qui semble s'être formé autour de la multifonctionnalité de ces espaces et des notions qui lui sont associées, celle-ci manque singulièrement de références techniques ou scientifiques permettant d'identifier les « services rendus » à la collectivité, de les caractériser et d'envisager de nouveaux modes de prise en compte.

C'est dans ce cadre qu'un travail de fond sur ces espaces et sur le pastoralisme est apparu nécessaire, pour alimenter scientifiquement l'entrée en politique de ces notions ainsi que les réflexions en cours ou à venir sur la réforme des dispositifs de soutien à l'agriculture européenne. Le GIP-CRPGE, service pastoral des Hautes-Pyrénées en collaboration avec l'Unité Mixte de Recherche Dynamiques Rurales ont décidé de porter cette

démarche de Recherche-Développement. Le travail est conduit avec l'appui du réseau pastoral pyrénéen qui réunit l'ensemble des services pastoraux du Massif, dans le cadre d'un dispositif CIFRE et avec l'appui financier de crédits européens (FEDER) et du Fond National d'Aménagement et de Développement des Territoires.

3. La méthodologie d'une recherche ancrée en géographie

Cette recherche, mêlant approches géographiques et économiques, permettra l'établissement préalable d'un socle de références sur les modalités de reconnaissance des « services rendus » par le pastoralisme pour la collectivité par le biais de l'étude des politiques publiques, de leurs référentiels et des modes de gouvernance locale. Nous mobilisons, entre autres, GERBAUX (1994) qui traite des politiques relatives à la montagne et de l'évolution de leurs référentiels. Cette auteure nous aide à appréhender les mutations du regard porté sur le territoire montagnard et la place tenue par l'espace pastoral dans le discours politique. Nous nous basons, par ailleurs, sur les recherches menées par EYCHENNE (2006) traitant du pastoralisme collectif pyrénéen, qui mettent en évidence l'importance de la dimension collective dans la propriété, la gestion et l'utilisation des surfaces pastorales ; ceci pour tenter de comprendre quel est le rôle de la gestion collective dans les services et atouts prodigués par et sur l'espace pastoral pyrénéen, mais aussi ce qui différencie cet espace des étages montagnards moins élevés, voire des fonds de vallée. L'étape de travail fondamentale sera, par le biais de la démarche de terrain, d'identifier ce qui est considéré tant par les pouvoirs publics que par les acteurs privés comme « externalités positives » ou « négatives » fournies par le pastoralisme sur ces prairies permanentes particulières.

L'intérêt de ce travail est bien d'envisager les effets positifs ou négatifs liés au pastoralisme et à son espace d'action, non pas exclusivement comme des problèmes productifs, aux enjeux purement économiques, mais comme des objets multidimensionnels situés dans l'espace et dans le temps, répondant à des attentes sociales et impliquant de multiples protagonistes à mettre en évidence. Nous nous appuyons notamment sur les travaux d'AZNAR et PERRIER-CORNET (2003) en économie des services qui construisent une typologie rassemblant les concepts d'externalités et de services, qui nous renseigne sur les modalités de transformation d'une externalité positive de production en service complet. Nous faisons aussi appel aux recherches de PECQUEUR (2006) en économie géographique, qui montre de quelle manière les ressources se territorialisent et qui nous renseigne sur les modes d'évolution des externalités en ressources plus territorialisées faisant l'objet d'une appropriation, voire d'une véritable construction par les acteurs locaux.

Notre hypothèse principale consiste à appréhender les externalités du pastoralisme comme des objets contextualisés, inclus dans une trajectoire évolutive faite de processus de reconnaissance, d'internalisation, ou encore d'appropriation locale par les acteurs en tant que leviers de développement territorial. Les externalités constitueraient donc des ressources latentes, virtuelles car non encore expressément reconnues. A titre d'exemple, la montée d'attentes sociales vis-à-vis de la protection de la nature et l'interpellation des fournisseurs d'externalités (les éleveurs gestionnaires d'estive) par les bénéficiaires (professionnels du tourisme, usagers des estives, habitants des communes propriétaires...) ou encore par des commanditaires (services de développement, élus...) parlant au nom des bénéficiaires, pourrait mener à la fourniture d'un véritable service environnemental. Des ressources latentes à faible intentionnalité pourraient ainsi se transformer en actifs environnementaux, ou encore en leviers de développement local.

Il est selon nous essentiel, pour comprendre la teneur réelle des « externalités pastorales », d'identifier les acteurs en relation, leur territoire d'action, de comprendre quelles sont leurs représentations vis-à-vis de ces questions ainsi que les formes de consensus qui sont susceptibles d'en émerger. Pour cela, une démarche de terrain constituée de 4 études de cas réparties sur 4 des 6 départements du massif pyrénéen (Pyrénées-Orientales, Ariège, Hautes-Pyrénées, Pyrénées-Atlantiques) sera mise en œuvre de façon à représenter la diversité des situations et des systèmes pastoraux. Elle sera principalement constituée par des entretiens semi-directifs, le but étant d'accéder, par le biais de l'analyse du discours, et de son mode de construction, aux valeurs véhiculées par les acteurs vis-à-vis du pastoralisme et des estives, au rapport qu'ils entretiennent tant avec la pratique qu'avec l'espace.

Enfin, cette phase d'enquête pourra engendrer la mise en œuvre d'une démarche participative innovante : la « modélisation d'accompagnement », présentée et commentée par BARNAUD *et al.* (2011), permettant sur chaque terrain, d'associer acteurs locaux, élus, scientifiques, experts, à l'évaluation et à la prise en compte de ces externalités par la confrontation d'opinions et l'élaboration collective de scénarios possibles autour de ces questions.

Références bibliographiques

- AZNAR O., P. PERRIER CORNET (2003). Les services environnementaux dans les espaces ruraux ; une approche par l'économie des services. *Economie Rurale*, n°273-274, PP. 153-168.
- BARNAUD C., ANTONA M., MARZIN J. (2011). Vers une mise en débat des incertitudes associées à la notion de services écosystémiques. *VertigO – La revue en sciences de l'environnement*, Vol 11, n°1, 2011, 22p.
- EYCHENNE C. (2006). *Hommes et troupeaux en montagne. La question pastorale en Ariège*. Paris, ed : l'Harmattan, 314 p.
- GERBAUX F. (1994). *La montagne en politique*. Paris, ed : l'Harmattan, coll. Logiques politiques, 168 p.
- PECQUEUR B. (2006). Le tournant territorial de l'économie globale. *Espaces et sociétés*, Vol. 2-3, n°124-125, pp. 17-32.